

Réunion d'experts sur le droit à l'alimentation, Dakar, 13-14 juin 2013-06-09
Allocution lors de la session d'ouverture
par M. Lamourdia Thiombiano,
Représentant régional adjoint de la FAO pour l'Afrique

13 juin 2013

***Monsieur Faustin Diatta, représentant Son Excellence Monsieur Abdoulaye BALDE,
Ministre de l'Agriculture et de l'Équipement Rural du Sénégal
Monsieur le Représentant régional adjoint pour l'Afrique de l'Ouest du HCDH
Monsieur le Rapporteur Spécial des Nations Unies sur le Droit à l'Alimentation
Distingués Invités ;
Mesdames, Messieurs ;***

Au nom du Directeur General de la FAO, Mr Graziano da Silva, je voudrai souligner tout l'intérêt particulier que notre Organisation accorde à la réduction de la faim et la malnutrition que notre organisation accorde.

Il est largement acquis et accepté que chaque femme, homme et enfant a le droit à la vie. Ceci signifie le droit à un niveau de vie adéquat, y inclus le droit à l'alimentation. En dépit des progrès accomplis et les résolutions adoptées à ce sujet, aujourd'hui encore, 870 millions de personnes se coucheront le ventre vide.

En Afrique de l'Ouest et au Sahel en particulier, 18 millions de personnes sont affectées par la crise alimentaire dont 4 millions d'enfants atteints de malnutrition aigue. Cette situation alarmante est la conséquence entre autres d'une diminution de la production céréalière en 2012 de 27% par rapport à 2011, aggravée par les déplacements non planifiés des populations, les changements climatiques et la volatilité des prix sur les marchés.

**Excellence Monsieur le Ministre ;
Mesdames, Messieurs**

Libérer les populations de la faim et la malnutrition fait partie des objectif fondamentaux inscrits dans la constitution de la FAO et de ses membres et la concrétisation progressive du droit à l'alimentation est partie intégrante du cadre stratégique de la FAO.

En 2004, le Conseil de la FAO a adopté les *Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale*. Ce qui permet de mettre en place une passerelle entre la reconnaissance juridique de ce droit et sa réalisation effective, apportant aux gouvernements et à la société civile un ensemble cohérent de recommandations. Depuis lors, la FAO a soutenu de nombreux pays désireux de renforcer leurs capacités pour intégrer le droit à l'alimentation

dans leurs cadres stratégiques, juridiques, politiques et leurs programmes; à titre d'exemple on peut citer le Mozambique, l'Ouganda, la Sierra Leone et le Togo.

**Excellence Monsieur le Ministre ;
Mesdames, Messieurs**

Le droit à l'alimentation va au-delà des 4 piliers du concept de la sécurité alimentaire que sont la disponibilité, l'accessibilité, la stabilité des approvisionnements et l'utilisation.

En effet, au niveau des objectifs, cette approche offre une orientation claire vers la réalisation du droit à l'alimentation, ancrée dans les différents instruments internationaux des droits humains. Quant aux processus, il renforce et rend durable l'action en y intégrant les principes de la participation, la redevabilité, la non-discrimination, la transparence, la dignité de la personne humaine, l'habilitation et l'état de droit. De même, le droit à l'alimentation implique une réorientation de l'idée de charité vers le concept de droit, de la compassion vers le respect d'obligations.

Le droit à l'alimentation est au cœur d'importantes réformes de la gouvernance pour la sécurité alimentaire et la nutrition au niveau global. En 2009, dans un contexte de crise alimentaire et la persistance des hauts niveaux d'insécurité alimentaire et nutritionnelle, les Etats membres de la FAO ont approuvé la réforme du Comité de la Sécurité Alimentaire (CSA) pour accroître son efficacité et le rendre plus participatif. Cette réforme reflète la prise de conscience collective qu'un nouveau système amélioré de gouvernance de la sécurité alimentaire était nécessaire, pour remédier de manière efficace aux causes de la pauvreté et de la faim structurelles dans le monde. Le CSA réformé s'est donné pour objectif de lutter pour un monde libéré de la faim dans lequel les pays mettent en œuvre les Directives sur le droit à l'alimentation.

Un autre pas important a été franchi lorsque le CSA a approuvé le Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition en 2012. Ce cadre identifie, entre autres, des mesures concrètes pour la mise en œuvre du droit à l'alimentation: Il s'agit d'identifier les populations qui souffrent de la faim, analyser les causes structurelles de la faim, développer des stratégies, clarifier les rôles et responsabilités des différents acteurs, mettre en place des cadres juridiques, assurer une évaluation continue, et mettre sur place des mécanismes de recours.

**Mesdames et Messieurs ;
Distingués invités ;**

Comme l'a souligné le DG de la FAO << *le coût de l'inaction est très élevé en terme de développement ; la malnutrition tue des millions de personnes chaque année- la FAO travaillera avec tous les gouvernements engagés pour atteindre leurs objectifs de sécurité alimentaire et nutrition*>>

Le focus de ces trois dernières années sur le Sahel et la Corne de l'Afrique et le fort engagement politique des gouvernements, des institutions régionales de l'Afrique, et leurs partenaires à travers l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'investissements agricoles. Cet effort collectif a été une opportunité pour renforcer le leadership et les capacités de

coordination des institutions régionales (CEDEAO, CILSS, Club de Sahel, UEMOA, NEPAD...) afin de coaliser tous les acteurs autour des cibles, objectifs communs et de construire des partenariats solides. Dans ce cadre, les opportunités offertes par les initiatives mondiales dont celle du G8 sur le renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique, l'appel du Secrétaire Général des Nations Unies pour l'éradication de la faim doivent être maximisés pour améliorer l'accès à une alimentation saine et diversifiée pour tous.

De même, il est mentionné qu'au cours de la 27^{ème} Conférence Régionale de la FAO pour l'Afrique tenue du 23 au 27 avril 2012 à Brazzaville en République du Congo, les 45 pays participants ont réaffirmé leur engagement pour éradiquer la faim sur le continent. La Conférence a en conséquence créé un Fonds africain pour la sécurité alimentaire, qui sera alimenté essentiellement de ressources mobilisées au niveau du continent.

En fin Juin-début Juillet, la Réunion de Haut Niveau conjointement organisée par l'Union Africaine, la FAO et la Fondation LULA permettra aux Chefs d'Etat Africains de fixer le cap pour l'éradication de la faim sur le continent d'ici 2025.

La seconde Conférence Internationale pour la Nutrition, qui sera conjointement organisée par la FAO, l'OMS et d'autres partenaires en novembre 2014, établira quand à elle des bases solides pour une coordination et coopération internationale effectives entre les gouvernements, les organisations internationales, la société civile, le secteur privé et d'autres partenaires.

**Excellence Monsieur le Ministre ;
Mesdames, Messieurs**

En dépit de ces évolutions sur le plan des engagements politiques favorables, la mise en pratique du droit à l'alimentation demeure un défi pour les pays et les experts en développement. L'action s'inscrit dans le long terme et implique un suivi et l'échange d'expériences. C'est dans cette logique que le CSA, en octobre 2014, fera une rétrospective des dix années de la mise en œuvre des Directives sur le droit à l'alimentation. Cette rétrospective représente une importante étape des efforts des pays et de toutes les parties prenantes pour orienter leurs actions en vue d'éradiquer la faim et la malnutrition.

Garantir à chaque être humain une alimentation adéquate ne constitue pas seulement un impératif moral, c'est aussi un investissement pour le développement économique et social, un facteur de paix et de stabilité car comme le dit un proverbe : **« Un homme qui a faim est un homme en colère »**. Il s'agit par conséquent d'un droit humain fondamental.

La faim et la malnutrition ne sont nullement une fatalité. Leur élimination est possible car les connaissances, les technologies et le savoir faire existent. L'expérience de nombreux pays comme le Brésil, la Chine, le Vietnam, le Rwanda etc... montre que la clé réside dans une volonté politique affirmée au plus haut niveau.

Si cette volonté politique est réaffirmée au plus haut niveau, le continent en général et l'Afrique de l'Ouest en particulier seront définitivement libérés des affres de la faim, de la malnutrition dans un proche avenir.

Je vous remercie pour votre attention.